

Interpellation des têtes de liste aux élections européennes

Et l'économie sociale et solidaire?

La crise que nous vivons montre les limites d'un développement basé sur la recherche maximum à court terme du profit. Les dégâts économiques, sociaux et environnementaux engendrés par ce type de développement sont constatés par tous.

Nous, élus de collectivités territoriales, constatons chaque jour que l'économie sociale et solidaire est une des réponses incontournables à la crise de système que nous vivons. En s'appuyant sur la mobilisation de ressources bénévoles, sur des finalités sociales, sur un fonctionnement démocratique, où les décisions sont prises non en fonction du profit maximum mais de l'utilité sociale, l'ESS a montré sa pertinence économique et sociale¹. L'ESS, aux racines historiques profondes mais aussi d'une ardente modernité, rassemble une grande diversité d'initiatives économiques, ne relevant ni du secteur public ni du champ capitaliste, cherchant à produire, consommer, employer, épargner et décider autrement, de manière plus respectueuse des hommes, de l'environnement et des territoires.

Bien qu'elle représente aujourd'hui environ 10 % des emplois en Europe (en très grande partie non délocalisables), elle reste encore largement méconnue.

Elle est porteuse d'innovations sociales et économiques : l'innovation dans les façons de faire en mettant en avant la coopération plutôt que la compétition, les relations directes entre producteurs et consommateurs ; innovations dans les nouvelles filières qu'elle développe (recyclage, éco-construction, transports « doux », agriculture biologique, énergies renouvelables...).

Mais pour se développer, elle a besoin d'un environnement réglementaire et politique favorable, au niveau local, national et européen.

C'est dans ce cadre que le Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire, réseau national qui regroupe aujourd'hui une cinquantaine de collectivités locales (conseils régionaux, généraux, agglomérations, communes...) engagées dans des politiques de soutien à l'économie sociale et solidaire, souhaite savoir comment dans vos programmes politiques ces éléments sont pris en compte.

¹ Et souvent environnementale, dimension aujourd'hui incontournable

- Quelle est votre conception de l'économie sociale et solidaire et de sa place possible au sein de l'Union Européenne ?
- Etes-vous prêt à soutenir la création d'un intergroupe économie sociale et solidaire au sein du Parlement Européen ?
- Etes-vous favorable à l'adoption de 3 nouveaux statuts (mutuelles, fondations et associations européennes) pour reconnaître la pluralité des formes d'entreprendre?
- Etes-vous pour la création d'une unité inter-service au sein de la Commission Européenne ou une Direction Générale ESS ?
- Etes-vous d'accord pour inciter les Etats membres à reconnaître l'utilité sociale d'entreprises d'Economie Sociale Solidaire, soit par des subventions, soit des exonérations fiscales ou sociales ?
- Estimez-vous nécessaire de reconnaître, et comment, la pluralité des modes de collaboration entre puissance publique et acteurs ESS (conventionnement, subventions, délégation de service public, appels d'offre,..) ?
- Etes-vous favorable à une conditionnalité de l'accès aux marchés publics à des critères sociaux et environnementaux ?

Nous vous remercions pour vos réactions et propositions qui seront diffusées auprès de notre réseau d'adhérents et de sympathisants au travers notamment de notre lettre électronique et de notre site.